

ILS APPELLENT À UNE GRANDE MOBILISATION

# Les syndicats décidés à «paralyser» les établissements scolaires

**Le bras de fer entre les syndicats autonomes de l'éducation et la tutelle risque-t-il de paralyser les cours dans les prochaines semaines ? C'est en tout cas ce dont menacent les syndicats, qui dénoncent un refus total de la tutelle de prendre en considération leurs revendications.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - La grève cyclique annoncée pour aujourd'hui par les syndicats autonomes vise une grande mobilisation des travailleurs du secteur.

Pour les syndicalistes, la série de décisions prises par les autorités marginalise les enseignants et les confine dans une situation de précarité.

Dans leurs différentes déclarations, ils évoquent notamment la dégradation du pouvoir d'achat et la cherté de la vie, comme le prouve le taux d'inflation qui, cette année, est de 5,7 %.

Ces chiffres de l'Office national des statistiques sont mis en évidence dans un communiqué des syndicalistes. Il faut dire que ces

dernières années, les grèves se sont succédé dans le secteur sans pour autant que les enseignants

obtiennent gain de cause. Ironiquement, cette fois-ci, jusqu'à la radicalisation de leur mouvement de protestation ? C'est en tout cas ce qu'ils annoncent.

Notons que le coup de grâce pour la corporation a été l'instruction gouvernementale du 30 septembre

dernier concernant le régime indemnitaire qui ne sera appliqué qu'après sa publication dans le Journal officiel. Les syndicalistes comptent ainsi sur la mobilisation et la détermination des enseignants à sortir du marasme qu'ils dénoncent depuis maintenant des

années. D'ailleurs, le conseil national du Cnapest a qualifié la grève du 5 octobre dernier de réussite, soulignant qu'elle a été largement suivie par les enseignants.

Les syndicalistes du secteur de l'éducation tâteront donc à partir d'aujourd'hui le pouls de leur base et sa

capacité de mobilisation dans toute une semaine de débrayage. Pour les syndicats partants pour le débrayage, l'heure n'est plus au bricolage et, précisent-ils, la balle est encore une fois dans le camp du ministère de l'Education.

**F.-Z. B.**

## Des revendications sans écho

Les revendications des syndicats du secteur de l'éducation reviennent de façon cyclique, comme un leitmotiv.

Elles n'ont cependant pas été prises en charge par la tutelle, en dépit des rencontres et autres discussions organisées entre les deux parties. Elles se résument en les points suivants :

- L'annulation de la circulaire émanant du Premier ministre et jugée arbitraire. Cette dernière annule l'effet rétroactif des indemnités, contrairement à ce qui a été retenu pour les autres corps tels que les personnels hospitalo-uni-

versitaires, les hauts fonctionnaires de l'Etat, les députés et les magistrats. Les syndicalistes contestent donc ce qu'ils qualifient de «situation d'iniquité».

- La reconsidération de la gestion des œuvres sociales qui, rappellent les syndicats autonomes, sont actuellement accaparées par l'UGTA. Ils demandent que soit annulée la décision ministérielle n°94/158 jugée arbitraire.

Les syndicalistes proposent la création d'un organisme neutre, élu par les travailleurs, qui se chargera de la gestion des œuvres sociales. Ils suggèrent aussi que les tra-

vailleurs aient un droit de regard sur ce dossier.

- Les travailleurs du secteur de l'éducation contestent par ailleurs les classifications du statut particulier n°08/315 et la grille des salaires n° 07/304. Ces derniers, selon les syndicalistes, ont porté un sérieux coup au moral des travailleurs et bloqué toute possibilité de promotion dans la carrière et le développement professionnel des métiers.

- Les syndicalistes revendiquent la révision des classifications, particulièrement pour les adjoints d'éducation, les laborantins et les corps communs, ainsi que l'annulation du

système dit des postes supérieurs. Ils évoquent aussi l'augmentation conséquente du point indiciaire.

- Enfin, une nouvelle politique de la médecine du travail figure parmi les revendications des travailleurs du secteur de l'éducation. Ils demandent aussi la mise en place d'une enquête épidémiologique conjointe avec le ministère de la Santé dans le secteur.

Elle permettrait de répertorier les maladies professionnelles et de les faire homologuer par le ministère du Travail et de la Sécurité sociale.

**F.-Z. B.**

## GRÈVE DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

# Combat commun, actions dispersées

**Le secteur de l'éducation sera paralysé à partir d'aujourd'hui, promettent les syndicats qui reprennent ainsi la lutte. Ils ont décidé d'aller au bout de leurs revendications communes mais, cependant, en rangs dispersés. S'agit-il d'une fissure de l'unité syndicale ?**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - Même revendications et même combat pour les syndicats de l'éducation nationale qui renouent dès aujourd'hui avec la protestation. Pour donner de l'ampleur à leur mouvement et faire pression sur la tutelle, les syndicalistes ont décidé de se mobiliser.

La dernière circulaire d'Ouyahia les a fait réagir. Alors que les enseignants attendaient l'entrée en vigueur, rétroactive, du régime des primes et des augmentations depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, la nouvelle instruction gouvernementale datée du 30 septembre 2009 les a fait réagir. Cette instruction stipule que «le régime des primes et augmentations ne sera appliqué qu'après sa publication au Journal

officiel». Toutefois, si les syndicalistes se sont entendus sur la formule à suivre, c'est-à-dire une contestation à grande échelle, ils entameront la protestation en rangs dispersés. Ainsi, au moment ou trois syndicats, notamment le Conseil national autonome des professeurs d'enseignement secondaire et technique (Cnapest), l'Union nationale des travailleurs de l'éducation et de la formation (UNPEF) et le Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest), ont décidé de déclencher une grève d'une semaine renouvelable à partir d'aujourd'hui, le Conseil des lycées d'Algérie (CLA), de son côté, à choisi d'entamer une grève illimitée

à partir de demain. Quant aux représentants du Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap), du Syndicat autonome des travailleurs de l'enseignement (Satef) et du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE), ils ont pris date pour le 16 novembre aux fins d'observer une journée de grève. Pourquoi aller en rangs dispersés quand on mène un combat commun ? Selon M. Larbi Nouar, porte-parole du Cnapest, tous les syndicats ont été informés de la grève. «Nous avons appelé tous les syndicats à adhérer à notre mouvement et ils ont répondu favorablement», se félicite Larbi Nouar. Une affirmation révoquée par le SNTE, qui dément formellement les propos du Cnapest. «Nous n'avons pas été informés quant à l'adhésion à cette grève. Nous ne sommes pas un syndicat de soutien, nous avons une base qui déci-

de de nos actions», affirme, de son côté, le SG du SNTE. Ce dernier estime qu'une semaine de grève est pénalisante pour les fonctionnaires du secteur qui subiront des défalcons sur salaire. Un motif non tangible, selon M. Meziane Meriane, SG du Snapest. Selon ce dernier, «il faut savoir faire des sacrifices pour atteindre un but». Toutefois, selon Meziane Meriane, la directive «intolérable» d'Ouhahia nécessite l'unification. Ajoutant que

le droit de l'enseignant doit primer sur les divergences syndicales. Ce mouvement qui va paralyser l'ensemble des établissements à travers le territoire national semble être, selon les syndicats, l'unique option qui pourra leur permettre de se faire entendre. Si l'heure n'est pas à l'union générale, problème de calendrier ou guerre de leadership, le ton reste quand même le même pour tous les syndicats.

**S. A.**

## DIALOGUE AVEC LE MINISTÈRE C'est le black-out, selon les syndicalistes

Le ministre de l'Education a reçu, jeudi dernier, au siège de son département, les représentants des syndicats grévistes. Benbouzid a, certes, montré sa disponibilité au dialogue, selon les syndicats, mais la réunion n'a pas débouché sur des négociations sérieuses.

Selon le Cnapest, les rencontres avec Benbouzid se limitent à des réunions de complaisance, sans plus. «L'entrevue de jeudi nous a permis de constater définitivement que Benbouzid n'a pas les prérogatives pour prendre en charge nos doléances», estime, pour sa part, M. Meriane.

**S. A.**

## AFFAIRE DES CINQ LYCÉENS DE OKBA-IBN-NAFAÂ

# L'UPEWA crie au scandale !

**Dans un communiqué rendu public le 1<sup>er</sup> novembre, l'Union des parents d'élèves de la wilaya d'Alger (UPEWA) dénonce l'abus de confiance dont ont été victimes les cinq mineurs du lycée Okba-Ibn-Nafaâ, condamnés à une année de prison ferme, assortie d'une amende de 50 millions de centimes, pour profanation de l'emblème national.**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Ainsi, pour l'UPEWA, «si ces enfants sont reconnus coupables de délits, la responsabilité incombe en premier lieu, au ministère de l'Education nationale, qui a failli, d'abord à sa mission d'assurer l'éducation et la formation des enfants de cette République, et ensuite

à son devoir et sa responsabilité envers les parents». Pour rappel, les faits remontent au 7 décembre 2008, lorsque ces cinq lycéens, mineurs, avaient desiné, à l'aide de stylos feutres, sur un drapeau national se trouvant dans un cadre accroché au mur d'une classe de leur établissement, un drapeau français. Une erreur de jeunesse - ou un geste inconscient - qui a provoqué une panique générale dans cet établissement et que même le ministre de l'Education, Benbouzid, a qualifié d'«impardonnable». Or, s'il y a erreur, s'il y a échec, s'il y a délit et profanation de l'emblème national, souligne l'UPEWA, «le coupable est le chef de cet établissement scolaire, représentant du ministère de l'Education nationale». Et de préciser : «On est en présence

d'une situation de dévoiement de mineurs. La faute de ces élèves est interne à l'établissement scolaire. Elle relève de la discipline et de son conseil, prévu par la réglementation de l'Education nationale». Dans le pire des cas, poursuit-t-il, «ces élèves auraient dû rejoindre la caserne pour apprendre à aimer le drapeau national ou, à la limite, le respecter, car notre institution éducative démontre, par ce cas absurde, son échec à faire aimer aux élèves et le drapeau national et l'Algérie».

Enfin, pour l'UPEWA, «le surdimensionnement de cette affaire n'a d'égal que son instrumentalisation occulte, au moment où les auteurs de crimes d'atteintes à la République, à la société et à l'économie sont blanchis et récompensés».

**M. M.**

## KHENCHELA

# Deux cas de méningite confirmés

Deux jeunes, une fille et un garçon âgés respectivement de 17 et 24 ans, ont été évacués vers l'hôpital de Khenchela «Ali Boushaba» après avoir tenté de se suicider en consommant des produits toxiques.

Les deux jeunes ont été admis au niveau du service de réanimation et pris en charge par le staff médical de l'établissement hospitalier.

Mais les examens radiologiques et les analyses médicales subis par les deux malades ont établi que ceux-ci étaient atteints de ... méningite, ce qui suscite beaucoup d'interrogations chez leurs familles respectives mais aussi chez le staff médical.

On dit que les deux jeunes gens auraient contracté le virus lors de leur admission au niveau du même service où ils se trouvent toujours. La réponse est certainement chez les médecins de l'hôpital.

**Benzaïm Abdelouahab**